

SOCIALISTES

Journal du PS Suisse
106 · Avril 2022
AZB 3001 Berne



Oui à la Loi sur le cinéma !

Le 15 mai prochain, nous voterons sur la Loi sur le cinéma. Le projet permettrait de soutenir les productions audiovisuelles suisses, sans coûts supplémentaires pour les consommatrices et les consommateurs. À soutenir sans hésiter ! Page 6

VOTATIONS

Outre la Loi sur le cinéma, le prochain dimanche de votations soumettra aux urnes le référendum contre le financement de Frontex ainsi que la Loi sur la transplantation. Découvrez nos arguments dans la présente édition.

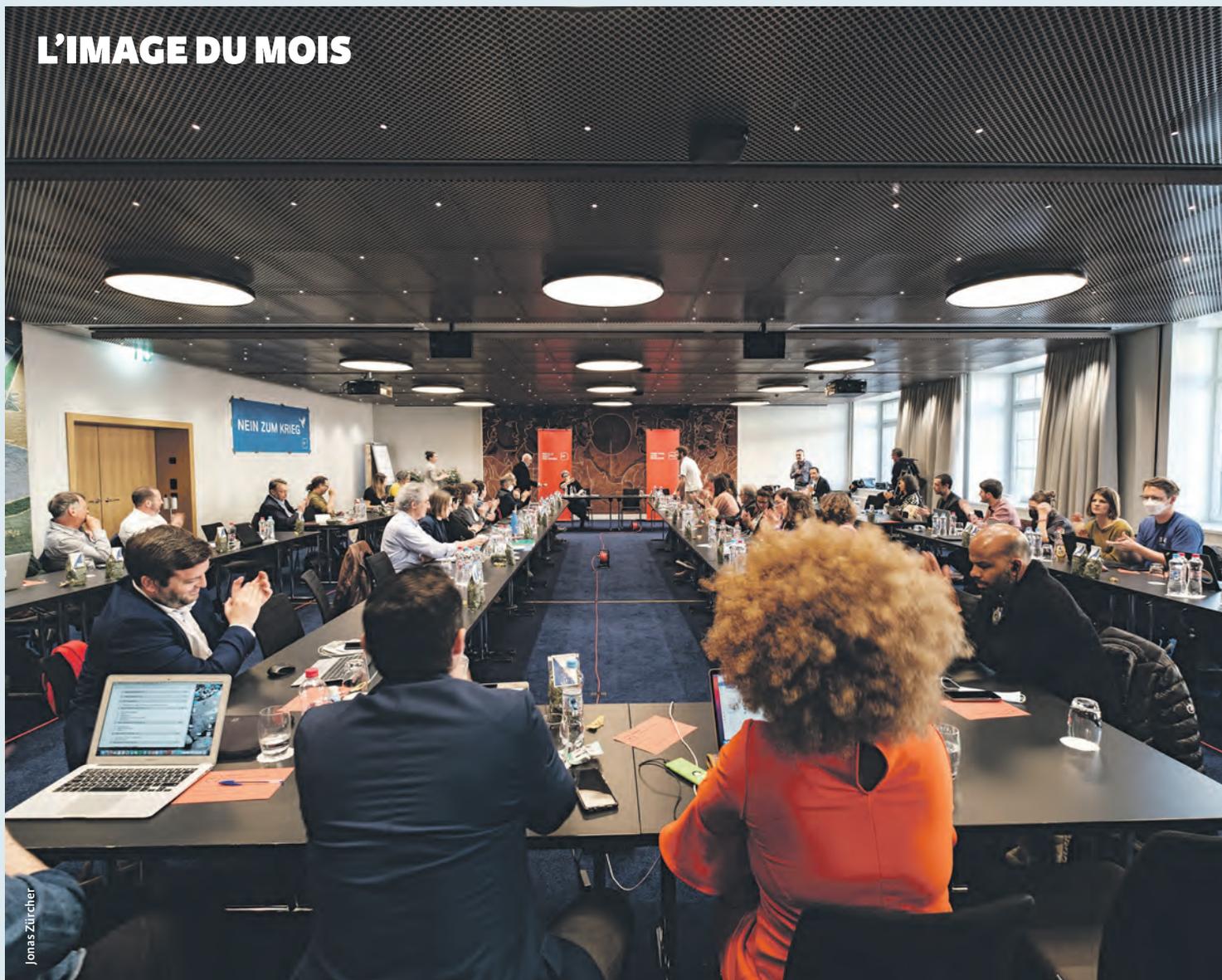
Pages 4–6

CONGRÈS DE FÉVRIER

La réforme des structures du Parti socialiste est entérinée. Le Conseil de parti, les Forums, le PS Queer et les groupes thématiques peuvent se mettre au travail. Félicitations à Élisabeth Baume-Schneider, notre nouvelle vice-présidente qui remplace Ada Marra ! Interview en page 11.



L'IMAGE DU MOIS



Jonas Zürcher

L'Assemblée des délégué-es n'est plus, vive le Conseil de parti !

Le 25 mars dernier marque le début du nouveau Conseil de parti du PS Suisse, né suite à la réforme des structures du parti amorcée l'année dernière. Il remplace le Comité directeur et les Assemblées des délégué-es, et doit fonctionner comme un parlement interne au PS. Y siègent des représentant-es de tous les Partis cantonaux et des sections des 10 plus grandes villes de Suisse, de la Présidence du PS, des organes (Femmes socialistes, PS Migrant-es, PS 60+, PS Queer), de la Jeunesse socialiste suisse, tout comme des représentant-es d'autres groupes au sein du PS ainsi que de 10 membres librement élu-es par le Congrès.



Clément Borgeaud,
co-rédacteur en chef

Les discussions de cette première séance ont porté sur les différentes actualités politiques du moment, telles que la rétrospective de la session de mars des Chambres fédérales, l'Ukraine, l'affaire #SuisseSecrets. Il a également jeté un regard sur l'avenir et abordé les deux initiatives du PS (pour les crèches et pour un fonds pour le climat) ainsi que les réformes en cours de la prévoyance vieillesse.

Le Conseil de parti a également adopté la résolution « Non à la guerre ! », qui dénonce la guerre d'agression du régime de Poutine en Ukraine et appelle à des mesures concrètes face à cette dernière.

Lors de sa séance constitutive, le Conseil de parti a finalement procédé à l'élection de son Bureau, constitué désormais d'Alizée Rey (PS Fribourg), de Miriam Locher (PS Bâle-Campagne) et de Carlo Lepori (PS Tessin), qui représente ainsi les 3 régions linguistiques du pays. Tout le meilleur à nos camarades pour leur nouveau mandat !



Passivité incompréhensible

Face à la guerre qui fait rage aux portes de l'Europe et aux horreurs qu'on nous rapporte à son sujet, il aurait été sensé de penser qu'en Suisse, toutes les autorités soient du côté de celles et ceux qui souffrent. Défilant aux côtés de 10 000 personnes, du PS Suisse, des syndicats et de plus de 80 organisations de la société civile, tous les partis (hormis l'UDC) ont appelé à la paix en Ukraine. Pourtant, tout porte à croire que cette bonne volonté n'est pas toujours suivie d'actions concrètes. Voyez plutôt : après l'annonce de sanctions contre les oligarques russes – enfin prises grâce à la pression des 150 000 personnes qui ont signé une pétition du PS Suisse en ce sens – le Secrétariat d'État à l'économie de Guy Parmelin a fait parvenir aux cantons un modique document de trois pages pour les aider dans cette mise en place. Dans ces conditions, il est compréhensible que la mise en place des sanctions soit défailante. Chaque jour, des milliers voire des millions de francs gelés peuvent potentiellement échapper à notre vigilance car la Confédération (et les Départements concernés, tous aux mains de la droite) n'ont pas souhaité mettre à disposition des cantons les instructions et les infrastructures nécessaires. À cet égard, la Co-présidence du PS Suisse a déposé une plainte auprès du Conseil fédéral pour dénoncer cette inaction. Cet exemple illustre de manière efficace la réaction souvent passive des autorités suisses face à la responsabilité de la place financière et industrielle suisse dans le financement de conflits, comme c'est actuellement le cas pour l'Ukraine. Cette retenue tranche avec la solidarité immense dont a fait preuve la population. À nous, socialistes, de nous assurer que cette solidarité soit entendue et prise en compte à Berne. Cela vaut d'ailleurs toutes et tous les réfugié-es, nous n'avons de cesse de le dire.

Colin Vollmer, co-rédacteur en chef

Paix et sécurité pour toutes et tous



Rebekka Wyler,
co-secrétaire
générale

Le 23 février, nous étions devant l'ambassade de Russie à Berne avec des bougies et des œillets. Les oratrices et orateurs ont appelé à la paix, mais il était trop tard. Dans la nuit du 24 février, la Russie a lancé une guerre d'agression contre l'Ukraine. Depuis le début du conflit, le PS s'est engagé de diverses manières contre la guerre. Nous avons participé à l'organisation de toutes les grandes manifestations pour la paix. Nous avons réussi à mettre en place une alliance interpartis incluant les églises et la société civile. La pression de la rue ainsi que les 140 000 signatures d'une pétition du PS ont contribué à ce que le Conseil fédéral, après des jours d'hésitation, décide le lundi suivant le début de la guerre de soutenir les sanctions de l'UE contre la Russie. Le PS a permis à des dizaines de milliers de personnes de commander un drapeau de la paix et a récolté près d'un demi-million de francs pour l'œuvre d'entraide Solidar, soutenue par le PS et l'USS, pour l'aide immédiate sur place et pour les personnes en fuite.

Le PS exige un cessez-le-feu immédiat et le retrait complet des troupes russes. Une enquête internationale sur les crimes de guerre

et les violations des droits humains doit suivre. Il faut également soutenir les personnes sur place et en fuite. Les réfugié-es d'Ukraine et les opposant-es au régime russe doivent être accueilli-es sans discrimination. Elles et ils doivent avoir accès le plus rapidement possible aux écoles, à la formation professionnelle et au travail. Du point de vue socialiste, cela doit également s'appliquer aux réfugié-es provenant d'autres régions en guerre ou en crise – car il n'y a pas de « bon-nes » ou de « mauvais-es » réfugié-es!

Le PS est favorable à une politique de sécurité globale. Les sanctions contre le régime de Poutine doivent être poursuivies et étendues. Nous demandons la mise en place d'une « *task force* » chargée d'enquêter sur les structures patrimoniales des oligarques proches du Kremlin. La Suisse doit enfin mettre fin à un modèle d'affaires basé sur la complicité et l'omission. Notre pays a suffisamment contribué à rendre le monde moins sûr et moins transparent. Et la sécurité passe aussi par la sécurité de l'approvisionnement : nous devons nous libérer le plus rapidement possible de notre dépendance au pétrole et au gaz russes et accélérer le passage aux énergies renouvelables. C'est la seule façon d'éviter que cette guerre puisse continuer à être financée par la Suisse. Car ce qui prime avant tout, c'est le désir de paix, pour les gens en Ukraine, en Russie, mais aussi au Yémen, au Soudan et partout dans le monde.

IMPRESSUM

Éditeur PS Suisse, Theaterplatz 4, case postale, 3001 Berne
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch
Rédaction Colin Vollmer, Clément Borgeaud et Zoé Seuret
Production Atelier Bläuer, Berne



FRONTEX

Une agence qui bafoue les droits humains

Nombre de rapports publiés ces dernières années prouvent que Frontex se rend coupable de graves violations des droits humains. L'agence viole notamment le principe de non-refoulement, selon lequel toute personne a le droit de demander l'asile à un pays autre que le sien, même si elle doit franchir une frontière de manière irrégulière pour le faire. Ce principe a été sanctionné par la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés. Il est sciemment ignoré par les agents de Frontex. L'agence participe à des refoulements « à chaud », connus aussi sous le nom de pushbacks. Ces pratiques illégales empêchent les personnes en exil d'effectuer leur demande de protection et mettent leur vie en péril, à plus forte raison lorsque le refoulement a lieu en pleine mer.

Frontex sert d'organisation de protection des frontières de l'Union européenne. Fondée en Pologne en 2005, elle dispose d'une armée de gardes-frontières et d'un dispositif d'intervention impressionnant. Parmi les agences européennes, elle enregistre la croissance la plus forte. Selon le Conseil fédéral, la contribu-



Emmanuel Deonna, député au Grand Conseil genevois et membre du Comité directeur du PS Migrant-es suisse



Samson Yemane, conseiller communal à Lausanne et militant dans le domaine de migration

tion de la Suisse s'élève à 4,5 % de son budget total. De 6 millions de francs suisses en 2015, cette participation a grimpé à 39,6 millions en 2021. Elle s'élèvera à 87,9 millions en 2027 selon les estimations hautes, à 45,9 millions selon les estimations basses. Le mandat de Frontex a été progressivement élargi en 2007, 2011 et 2019. D'ici 2027, l'organisation pourrait disposer de 10 000 garde-frontières et garde-côtes. L'agence dispose de véhicules d'intervention, de bateaux et de drones. Il est prévu que son armée stationnaire permanente soit dotée de ses propres armes. De surcroît, cette agence européenne contribue activement à la politique d'externalisation des frontières en collaborant avec des États de transit tels que la Lybie, le Sénégal, le Maroc, etc. L'objectif est le suivant : augmenter les dispositifs sécuritaires pour empêcher les demandes d'asile. Cette sécurisation abusive met en danger les routes migratoires et par conséquent la vie des personnes réfugiées.

L'agence Frontex a essuyé une dizaine d'enquêtes diligentées notamment par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, l'Agence des

droits fondamentaux de l'Union européenne, la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, le médiateur européen, la Commission européenne des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures et l'Office européen de la lutte antifraude. Ces procédures ont été déclenchées en raison des témoignages mettant en exergue les violations des droits fondamentaux.

L'Europe et la Suisse se sont bâties en renouvelant leur population et grâce à la richesse de leur diversité. Le vieux continent trahit l'ambition de ses pères fondateurs en privilégiant une approche ultra sécuritaire de l'immigration. La Suisse devrait mettre en œuvre les trois actions suivantes mises avant par le Parti socialiste : réintroduire les demandes d'asile auprès des ambassades suisses ; augmenter les contingents de réinstallation de l'ONU ; et octroyer facilement les visas humanitaires qui sont à ce jour très peu délivrés.

Refusons une politique migratoire inhumaine et soutenons le référendum du 15 mai contre l'augmentation du crédit budgétaire à Frontex !

Inverser la charge du consentement pour favoriser le don d'organes et sauver des vies

L'initiative « Pour sauver des vies en favorisant le don d'organes », déposée en 2019, a été retirée en septembre dernier après que le Parlement a adopté un contre-projet indirect auquel les initiant-es se sont rallié-es. Un référendum a toutefois été déposé contre la loi adoptée par le Parlement avec un comité référendaire qui estime que le passage au consentement présumé prévu par le contre-projet est disproportionné par rapport au droit à l'inviolabilité du corps.

Il faut se souvenir que l'initiative a été déposée dans le contexte du faible taux de dons d'organe dans notre pays par rapport à nos voisins, ce qui fait qu'il y a environ 3 fois plus de personnes en attente d'un organe que d'organes disponibles. En 2021, ce sont ainsi 72 personnes en attente d'une transplantation qui sont décédées et 1434 qui étaient en attente d'un organe susceptible de leur sauver la vie. Le contre-projet adopté par le Parlement souhaite donc augmenter le don d'organes en inversant la charge du consentement.

Actuellement le don d'organes n'est envisagé que si la personne décédée l'a explicitement notifié avant sa mort. Il s'agit du système dit « *Opt-in* », où le consentement doit être explicite et l'absence de consentement équivaut à un refus. Désormais, ce serait aux personnes ne souhaitant pas faire don de leurs organes de le déclarer expressément. On aurait donc le système dit « *Opt-out* » où le consentement est présumé et l'absence d'opposition équivaut à un consentement.

Ce système de consentement présumé est déjà en vigueur dans de nombreux pays comme l'Italie, l'Espagne ou la France. Le contre-projet



Brigitte Crottaz,
conseillère nationale (VD)

prévoit toutefois qu'en l'absence de document attestant de la volonté de la personne décédée, les proches ou personnes de confiance pourront s'opposer au prélèvement. En outre, si aucun proche n'est joignable, il ne sera pas possible de prélever des organes. L'implication des proches représente ainsi une garantie supplémentaire visant à protéger la volonté présumée de la personne et à s'assurer que son droit à l'autodétermination est bien respecté.

Ces 2 cautèles ont été introduites par le Parlement dans le contre-projet à l'initiative populaire qui, elle, ne prévoyait pas de telles réserves. C'est peut-être une faiblesse du contre-projet, car il n'y aura qu'une faible proportion de la population, du moins dans un premier temps,

qui fera cette démarche d'inscription volontaire.

En effet, actuellement, seuls 16 % des Suisses sont détenteurs d'une carte de donneur. La décision difficile reviendra donc encore souvent, comme c'est le cas actuellement, aux proches qui, dans 55 % des cas, refusent le prélèvement d'organes alors que les sondages montrent que 80 % de la population serait prête à donner ses organes. Avec cette loi, l'inversion de la charge du consentement devrait diminuer la pression psychologique pour les proches et les libérer de la charge de décider, ce qui, à terme, devrait augmenter le don d'organes.

Il devient donc évident que d'avoir clairement explicité son choix, qu'il soit positif ou négatif, et que cela soit consigné dans un registre accessible au personnel des hôpitaux chargés de gérer les transplantations est de loin la meilleure solution.

C'est ce que propose le contre-projet et le Groupe socialiste aux Chambres fédérales l'a clairement soutenu.

L'implication des proches représente une garantie supplémentaire visant à protéger la volonté présumée de la personne et à s'assurer que son droit à l'autodétermination est bien respecté.



**OUI À LA LOI SUR LA
TRANSPLANTATION**

Permettre à nos films et à nos séries de jouer dans la cour des grands

En septembre 2021, le Parlement avait adopté la « Lex Netflix », une révision équilibrée de la Loi sur le cinéma obligeant les plateformes comme Netflix, Amazon ou Disney+ à investir 4 % de leurs recettes dans la production audiovisuelle suisse, à l'instar des chaînes nationales de télévision. « Taxe », « étatique », « cinéma suisse » ? Il n'en fallait pas plus pour voir les jeunes de droite crier au loup et lancer un référendum pour protéger les plateformes des assauts du vieux cinéma suisse. Ce référendum ayant abouti, nous voterons le 15 mai : une opportunité à ne pas manquer pour la culture suisse.

L'argument des référendaires consiste à opposer de jeunes entreprises privées florissantes à un cinéma helvétique que l'on dépeint sous perfusion. Cinéma versus séries, salles versus plateformes, jeunes consommateur-trices versus vieux cinéphiles... Ces oppositions qui rythment le discours des référendaires n'ont pas lieu n'être.

Cette manne financière – environ 30 millions, soit la somme que l'OFC ou que la SSR investissent chaque année dans la production audiovisuelle suisse – permettrait de réaliser des séries et des films tout public. Qui n'a pas aimé Lupin ? Qui n'a pas envié le succès de Borgen ? S'il est refusé par le peuple, ce référendum impliquerait pour la culture suisse de renoncer à des succès critiques et commerciaux similaires. Alors que si la Loi sur le cinéma est adoptée le 15 mai, les séries ou films déjà produits en Suisse pourraient béné-



Séverine Graff, conseillère communale de Lausanne

ficier de l'incroyable vitrine internationale qu'offrent ces plateformes. Il faut que nos productions sortent de notre bulle nationale et investissent le marché européen. Netflix et ses consœurs sont une opportunité en or pour faire connaître nos talents et financer les prochains, saisissons-la !

La culture suisse fonctionne sur des investissements étatiques importants. Mais cette loi ne coûterait pas un centime aux contribuables. On paie pour ces plateformes les abonnements les plus chers d'Europe. L'abonnement Netflix est à 17.55 CHF en Suisse, alors qu'il est à 11.80 CHF en France. Mais paradoxalement, pas un centime des plateformes n'est, chez nous, injecté dans la production nationale, alors que la France impose une taxe, non pas à 4 %, mais à 26 % ! En clair, ces entreprises étrangères font payer les Suisses et les Suissesses, mais investissent leur argent

ailleurs. C'est absurde, et on aurait tout intérêt à profiter de ce système de réinvestissement car son introduction dans les autres pays n'a jamais fait augmenter le prix de l'abonnement. La population n'a donc rien à perdre, et tout à gagner.

300 000 travailleur-euses culturelles travaillent en Suisse soit 6,1 % des personnes actives. Les retombées économiques du cinéma et des tournages sont très importantes pour notre pays. Selon Cinéform, 1 franc investi dans le cinéma suisse génère 3,10 francs réinjectés dans le tissu économique. Ces sommes permettent aux équipes techniques et artistiques de toucher un salaire, mais également au monde de l'hôtellerie de bénéficier des tournages et de vendre l'image de la Suisse à l'étranger.

Investir 4 % pour permettre à la Suisse de participer au formidable dynamisme qu'insufflent les plateformes est une nécessité. À l'heure où de nombreuses salles de cinéma peinent à se remettre de la pandémie, ne laissons plus les plateformes profiter des consommateur-trices sans investir dans la production et la diffusion de nos talents. Pour développer une culture audiovisuelle solide, votons OUI le 15 mai à la Loi sur le cinéma.

**Et si votre
prochaine série
préférée
était suisse ?**



La planification plutôt que l'austérité !

Le 15 mai, au Tessin, nous serons confronté-es à une votation populaire fondamentale, et ce au sens propre du terme : elle touchera aux fondements du fonctionnement de l'État. Austérité, équilibre financier, planification ? C'est sur ces différentes visions de l'avenir que nous, citoyen-nes, serons appelé-es aux urnes.



Fabrizio Sirica,
co-président du PS Tessin

En effet, avec plus de 10 000 signatures récoltées, une large alliance, emmenée par le syndicat des services publics SSP et qui inclut évidemment les socialistes et les VERT-E-S, a lancé le référendum pour s'opposer à un projet de l'UDC, qui stipule dans un décret législatif que le compte de résultat du canton doit être équilibré au 31 décembre 2025, en prenant des mesures de réduction des dépenses.

En d'autres termes, lorsque les chiffres sont dans le rouge à cause du COVID, il faut introduire l'austérité. Concrètement, ce que l'UDC propose, c'est un gel des projets et des nouvelles dépenses, une attaque contre les conditions de travail dans le secteur public, et si nécessaire une réduction des services à la population. Ce qui peut au premier abord avoir l'air d'un débat abstrait pourrait avoir des conséquences très graves si nous ne parvenons pas à l'arrêter par un vote populaire !

Il faut dire que, partout mais au Tessin en particulier, les besoins sociaux augmentent. Un exemple très clair est celui des dépenses dues à la prise en charge de la population âgée, une catégorie en constante augmentation compte tenu de la situation démographique du Tessin. Le fait de devoir plafonner les dépenses reviendrait à transférer davantage

de charges sur les personnes âgées. Ou bien si, comme il est souhaitable, l'État assume la charge de ces besoins, dans le cas où l'initiative UDC venait à passer, le Parlement serait contraint de faire des économies sur d'autres postes ou d'autres projets. Mais où ? S'ils ne nous le disent évidemment pas de manière claire, il est facile d'imaginer les réponses : privatisation, précarisation de l'emploi public, réduction des aides sociales aux plus démunis-es.

Le fait qu'une augmentation des recettes ne soit même pas envisagée montre à quel point cette initiative est déséquilibrée. Dans un canton où le nombre de personnes disposant d'une fortune de plus de 5 millions de francs a plus que doublé ces vingt dernières années, tout comme le nombre de personnes à l'aide sociale, il est bien évident qu'une augmentation de la contribution fiscale des plus aisés-es est absolument nécessaire !

Cependant, cette initiative de classe, qui vise à protéger les riches du risque de contribuer plus équitablement au bien commun, est clairement fondée sur l'idéologie de l'austérité et du moindre État, dans le but d'affaiblir le secteur public et de

s'attaquer ensuite aux fondements du système, en le démantelant. Cette stratégie libérale a déjà démontré son échec total et sa dangerosité.

Mais il y a plus. Dans un moment comme celui-ci, marqué par l'émergence de la pandémie de COVID-19, nous, socialistes tessinois-es, pensons qu'il est essentiel d'investir dans l'avenir. La période de pandémie a accéléré une série de problèmes structurels qui étaient déjà présents : l'égalité entre les femmes et les hommes (ce sont principalement les femmes qui ont supporté le poids de la pandémie, à la fois en termes d'emplois perdus ou précaires et en termes de charge plus importante de travail non rémunéré et de travail de soins), l'insécurité de l'emploi avec l'essor de la « *gig economy* », et le changement climatique. Un État moderne doit, à tous les niveaux, s'efforcer de résoudre ces problèmes. C'est pourquoi notre sortie de crise ne passera pas par l'austérité, mais par la revitalisation et la planification ! Nous voulons investir plus de 200 millions dans des projets et initiatives concrets, en utilisant le levier fiscal pour redistribuer la richesse et le bien-être. L'exact opposé du programme de l'UDC.

**NO
AL DECRETO
D'AUSTERITÀ
di Morisoli**

Votiamo No il 15 maggio!

Dans un moment comme celui-ci, marqué par l'émergence de la pandémie de COVID-19, nous, socialistes tessinois-es, pensons qu'il est essentiel d'investir dans l'avenir.

Un Congrès sous le signe

Le 5 février dernier, le Congrès numérique du Parti socialiste s'est déroulé à Palexpo Genève. La prudence sanitaire étant encore de mise à ce moment-là, se tenaient dans la salle seulement quelques élu-es, la direction du Parti ainsi que divers collaborateurs et collaboratrices. Ces dernières et derniers étaient alors virtuellement entouré-es par les délégué-es, dont l'absence physique n'a en rien empêché le débat. Au menu : la suite de la réforme de structures, les votations du 15 mai ou encore un aperçu des grands projets à venir. Pour l'ensemble des objets, les discussions ont été riches et ont révélé l'unité du Parti et de sa base face aux luttes sociales, fiscales, et environnementales à venir.

Depuis 2021, une grande réforme des structures a été entamée avec pour objectif de permettre une plus grande implication de la base et ainsi favoriser une meilleure démocratie interne au parti. C'est ainsi que les Partis cantonaux, sections et organes du PS Suisse ont été encouragés à déposer des propositions de réforme des structures lors de ce Congrès, comme cela avait déjà été le cas lors du Congrès d'octobre 2021 à Saint-Gall.

Façonner le PS de demain

Dans le prolongement de cette réflexion a vu le jour le Conseil de parti – pensé comme un « Parlement » de parti plus large et représentatif qu'auparavant. Depuis le 1er janvier 2022, ce nouvel organe remplace donc le précédent Comité directeur et l'Assemblée des délégué-es. Le Conseil de parti est composé de la Présidence du parti, de représentant-es

de tous les Partis cantonaux et des partis des dix plus grandes villes de Suisse, de représentant-es des différents organes (Femmes socialistes, PS Migrant-es, etc.), de la Jeunesse socialiste ainsi que de dix membres librement élu-es.

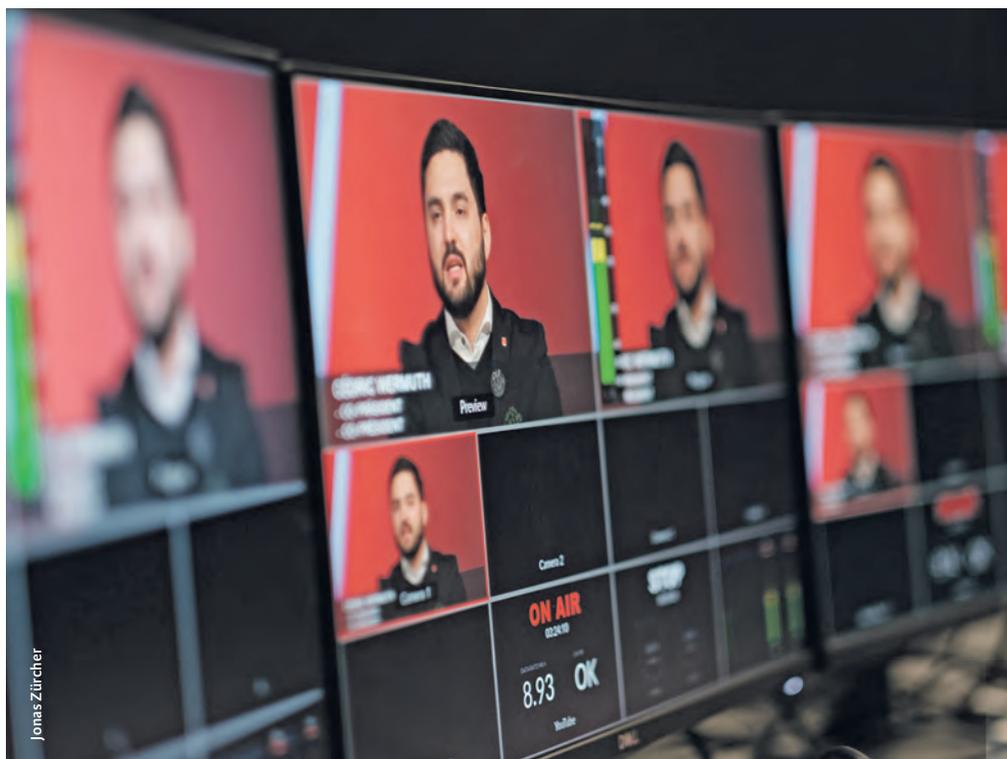
Le 25 mars 2022 dernier ce nouvel organe s'est réuni pour la première fois, adoptant à l'occasion une résolution relative au conflit ukrainien. Les représentant-es du Conseil ont mis sur papier des revendications, dont notamment un cessez-le-feu immédiat et le retrait complet des troupes russes, le maintien et le prolongement des sanctions contre le régime de Poutine et son entourage ou encore le développement de l'aide aux réfugié-es ainsi qu'un accueil digne et sans discrimination de ces derniers et dernières. Au regard de ces nouvelles réformes et de leurs effets déjà encourageants, le PS Suisse se réjouit de cette plus grande implication de la

POUR DES RETRAITES DIGNES

Les combats à venir et notamment la grande question de la révision de l'AVS ont bien entendu fait l'objet de discussions. David Roth, président du PS Lucerne et député au Grand Conseil, a alors pris la parole pour rappeler l'importance de ce combat, cette réforme n'étant, pour citer ce dernier, qu'une « première étape du plan néolibéral qui entrainera les personnes âgées dans la précarité ». « Après une retraite à 65 ans pour les femmes, il s'agit pour la majorité bourgeoise du Parlement d'établir une retraite à 67 ans pour toutes et tous, le tout dans une société qui n'a plus de place pour les travailleurs et travailleuses de plus de 55 ans », a continué le vice-président du PS Suisse.

base et d'être engagé sur la voie d'un avenir résolument plus démocratique.

Dans un deuxième temps, il a également été question de l'initiative portée par l'Union syndicale suisse, visant à utiliser les bénéfices de la BNS pour financer les retraites. Après le discours convaincant de Pierre-Yves Maillard soulignant les criantes inégalités de ressources dans un pays pourtant si prospère, l'assemblée a naturellement soutenu le lancement de l'initiative par 294 voix contre 5.



Jonas Zürcher



Jonas Zürcher

e de l'unité

Zoé Seuret, collaboratrice
en campagnes et communication
au PS Suisse

Un fonds pour une transition écologique solidaire

Dans la lignée de nombreux discours prononcés lors de l'événement ayant souligné les objectifs du Parti sur un plan environnemental, dont ceux de la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga et de la co-présidente Mattea Meyer, c'est sans surprise que le lancement de l'initiative pour un fonds pour le climat a obtenu le soutien de la quasi-intégralité de l'assemblée.

DES PLACES DE CRÈCHES POUR L'ÉGALITÉ

Parallèlement au fonds pour le climat, il a été question du lancement de l'initiative pour les crèches, également accepté par l'assemblée. Le texte de l'initiative demande un accueil extra-familial de qualité et abordable pour toutes les familles, mais également des conditions de travail dignes pour les employé-es du secteur de la petite-enfance. Depuis le lancement officiel de l'initiative le 8 mars dernier, la récolte de signatures est très encourageante et semble bel et bien faire écho au sein de la population, car répondant à un besoin concret des familles vivant en Suisse.

En réponse à l'urgence écologique actuelle, le PS Suisse a décidé de préparer une initiative dédiée spécifiquement à la protection du climat. Pour le PS Suisse, cette transition n'est réalisable par des investissements massifs qui permettront de nous tourner vers des énergies propres et de nous diriger vers la neutralité carbone. Pour financer cela, le texte de l'initiative prévoit notamment qu'entre 0,5 et 1% du Produit intérieur brut (PIB) soit investi dans le processus de transition écologique de la Suisse, ce qui correspondrait à 7 milliards de francs par an.

Dans les faits, cette somme permettrait d'une part d'agir rapidement et de faire preuve d'une réactivité nécessaire face à l'ampleur de la crise en finançant l'installation de toutes les infrastructures nécessaires à un avenir durable (panneaux solaires, assainissements, extension des transports publics, etc.). D'autre part, l'initiative prévoit d'assurer sur le long terme les formations continues et reconversions professionnelles de toutes et tous les travailleurs et travailleuses dont l'activité s'inscrit dans des domaines d'emploi qui disparaîtront avec la crise écologique.

En lançant cette initiative, le PS Suisse reste fidèle à son ambition d'assurer une transition écologique solidaire, qui ne soit en aucun cas réalisée au détriment des plus

DES INTENTIONS CLAIRES EN VUE DES VOTATIONS DU 15 MAI

Se prononçant pour la modification de la Loi sur le cinéma puis pour la Loi sur la transplantation, l'assemblée a ensuite abordé les enjeux autour de l'adoption du nouveau règlement de l'Union européenne relatif à l'agence européenne de protection des frontières Frontex. Ada Marra a alors pris la parole devant l'assemblée et prononcé un discours fort : « Jusqu'à quand accepterons-nous les violations des droits fondamentaux des migrant-es à nos frontières ? », a interrogé cette dernière. En refusant l'extension du projet, les délégué-es ont refusé à 82 voix contre 22 de participer à ce que la conseillère nationale vaudoise a nommé avec justesse et gravité le « financement de la déshumanisation ».

faibles. Il s'agit de veiller à ce que les coûts de la transition soient répartis de manière juste et ainsi de ne laisser personne sur le carreau. Aussi, alors que de nombreux mouvements sociaux se mobilisent depuis des années sur les questions environnementales, ce projet permet de mettre en lumière la responsabilité de l'État en termes de transition écologique.



Davantage de crèches pour l'égalité

Depuis quelques semaines, les membres du Parti socialiste occupent le terrain pour récolter des signatures en faveur de l'initiative pour les crèches. Et les premiers retours de la part de la population sont très positifs, notre texte semble séduire en nombre! L'initiative sur les crèches demande que chaque enfant ait accès à une place de garde librement choisie. Elle charge les cantons de créer une offre suffisante et de qualité en matière d'accueil extrascolaire, extrascolaire et extrafamilial, pour les enfants de trois mois à la fin de l'école primaire.

Si le Parti socialiste suisse lance une initiative populaire sur les crèches, c'est qu'au 21^e siècle les besoins des familles ne sont toujours



Valérie Piller Carrard,
conseillère nationale (FR)

pas pris en compte dans notre pays. Il manque des places adaptées, notamment dans les zones rurales et les agglomérations. Les coûts varient énormément d'une région à l'autre et les places de crèche sont souvent inabordable pour les jeunes familles.

Pourquoi serait-ce encore aux femmes d'assumer la majeure partie du travail de care non rémunéré (garde d'enfants ou de personnes âgées)? Se rendre ainsi disponibles pour leurs proches les pénalise non seulement en termes de revenus, mais aussi de retraite, parfois au prix d'une vieillesse dans la pauvreté.

L'initiative sur les crèches vise à donner le choix aux parents de s'organiser comme bon leur semble. Les parents doivent pouvoir choisir librement le mode de garde de leurs enfants, quel que soit leur lieu de résidence. L'initiative veille surtout à ce qu'ils puissent mieux concilier leurs vies familiale et professionnelle, en garantissant une offre suffisante et adaptée aux besoins. L'accueil extrafamilial des enfants doit devenir un service public, donc accessible et abordable pour tous les parents.

Le texte de l'initiative précise que les tarifs de garde sont échelonnés en fonction de la capacité économique, et que les frais de prise en charge n'excèdent pas 10% du revenu familial. Pour y arriver, la Confédération doit prendre en charge deux tiers des coûts pour en décharger les cantons.

C'est aussi pour assurer une plus grande égalité des chances entre enfants que les crèches doivent être accessibles à tous, au même titre que l'école. Mais pour que l'accueil extrafamilial favorise leur développement en renforçant en particulier les enfants issus de familles socialement défavorisées, le critère de la qualité est essentiel. Et qui dit qualité, dit bonnes conditions de travail

pour les professionnel·les concerné·es, car ils et elles fournissent un travail important et exigeant. L'initiative pour les crèches entend le revaloriser. Aujourd'hui, la réalité en de maints endroits, c'est un manque de personnel formé, un taux d'encadrement des enfants insuffisant, et une rémunération bien peu attrayante.

Les pays de l'OCDE dépensent en moyenne 0,8% du PIB pour la tranche d'âge de 0 à 3 ans, les pays scandinaves jusqu'à 2% et la Suisse seulement 0,1%. La Suisse est lanterne rouge européenne, parce qu'elle oublie que les investissements publics dans l'accueil extrafamilial des enfants sont très rentables économiquement: ils génèrent des recettes fiscales supplémentaires, combattent la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et réduisent les dépenses sociales et de formation.

En bref, je vous invite toutes et tous à mettre la main à la pâte, en participant à une action de récolte de signatures dans votre région. C'est une pièce importante du puzzle sur la voie de l'égalité. On ne lâche rien: mobilisez-vous pour cette initiative populaire, qui fera enfin avancer la politique familiale dans notre pays!

Des places de crèches pour l'égalité



**Signez
dès maintenant**

Si le PS suisse lance une initiative populaire sur les crèches, c'est qu'au 21^e siècle les besoins des familles ne sont toujours pas pris en compte dans notre pays.

#ParteitagSP
#CongrèsPS
#CongressoPS

Une « femme jurassienne de gauche » à la Vice-présidence

« Camarades, nous avons le courage et la responsabilité de tout mettre en œuvre afin d'éviter que le monde ne se défasse », a déclaré Elisabeth Baume-Schneider lors de son discours, alors que celle-ci allait être élue à la Vice-présidence du PS Suisse. À l'approche des élections fédérales de 2023, c'est avec un œil aiguisé qu'Elisabeth, forte d'une riche expérience, amènera sa vision et mettra ses compétences à profit de la Présidence du PS Suisse. À l'occasion de son élection, nous avons souhaité nous entretenir avec cette « femme jurassienne de gauche », tel qu'elle se définit, en revenant sur quelques moments de sa carrière et en évoquant l'actualité.

Un moment de carrière marquant

Aussi paradoxale que cela puisse sembler, j'adore le temps des campagnes avant les périodes d'élection ou de votations; certes la fatigue et la fébrilité s'installent jour après jour mais j'apprécie tellement la force du collectif et la nécessité de débattre dans la rue avec les personnes qui peut-être nous feront confiance (pour autant qu'elles disposent du droit de vote). Je ressens un chatoyant plaisir à discuter de notre programme, de nos convictions, de nos utopies, de nos intransigeances sur les thèmes sociaux (le pouvoir d'achat en particulier).

Une victoire significative

13 ans de Gouvernement permettent certes quelques victoires collectives: l'option projet professionnel pour les élèves au profil CCC (le plus modeste), la maturité bilingue avec Laufon, le Théâtre du Jura, le Campus tertiaire à Delémont, l'horloge du Québec ou encore le dispositif du vote communaliste dans le cadre de

la Question jurassienne. Toutefois, la plus significative, à l'instant, demeure celle d'avoir su écouter une femme de la Leche league qui m'a « autorisée » en 2000 à envisager de présider le Parlement jurassien tout en allaitant Théo durant les pauses.

Un mot sur l'actualité

La guerre en Ukraine est terrible, archaïque, génératrice des pires atro-

cités et pourtant tellement d'actualité; au-delà des questions géostratégiques, des enjeux relatifs à notre dépendance énergétique ou encore de la production et l'approvisionnement en céréales et de situation de famine pour bon nombre de pays, je souhaite que le remarquable élan de solidarité montré à l'égard des réfugié-es venant d'Ukraine nous montre à quel point notre tradition humaniste peut être déployée de manière digne, indépendamment du pays ou de la région de provenance des personnes en exil... Ce sont à chaque fois des enfants, des femmes et des hommes qui font partie de la grande communauté humaine à qui nous devons un accueil teinté d'empathie et de respect à l'égard de leur parcours de vie, de survie.

DES ANNÉES DE LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS

Née à Saint-Imier, Elisabeth Baume-Schneider obtient sa licence en 1987 après des études d'économie et de sciences sociales à l'Université de Neuchâtel. Elle travaille tout d'abord en tant qu'assistante sociale, puis dans le développement des mesures d'insertion au sein du dispositif d'aide sociale. C'est ainsi dans le prolongement de sa sensibilité pour les questions de justice sociale qu'elle s'engage au sein du Parti socialiste. Elisabeth est tout d'abord élue au Parlement jurassien, qu'elle présidera, avant d'intégrer l'exécutif du Canton du Jura en 2003. En tant que ministre, elle dirigera le Département de la Formation, de la Culture et des Sports jusqu'en 2015. Lors des élections de 2019, Elisabeth est élue au Conseil des États. Forte de ce riche parcours, c'est donc tout naturellement que la conseillère aux États rejoint la Vice-présidence du PS Suisse.

La chance s'accompagne d'une grande responsabilité

Achim, tu n'es pas membre du PS et tu as pourtant fait don de 600 000 francs au parti l'année dernière. Pourquoi ?

Achim Schwander : Je voulais faire avancer le thème du climat, qui me tient particulièrement à cœur. Je me suis demandé si je devais m'adresser aux Verts ou au PS, qui tirent tous deux à la même corde lors des votes sur la politique climatique. J'ai opté pour le PS, un parti fort et bien établi : il est aussi vert que les Verts, mais en tant que parti plus large, il traite une plus grande variété de thèmes de politique sociale, comme la justice sociale ou l'égalité des genres.

Pourquoi t'engages-tu dans la protection du climat ?

Le mouvement climatique avec Greta Thunberg m'a réveillé. Et je suis devenu père il y a quatre ans. On se pose alors la question de savoir comment nos enfants vivront un jour. Plus je lisais, plus je me rendais compte que nous devons agir maintenant.

Tu as donné de l'argent pour la campagne CO₂, mais le projet a été rejeté. Qu'est-ce que cela a provoqué chez toi ?

Le projet était un compromis important, mais pas parfait. Les personnes à revenu faible ou moyen ont apparemment eu peur des coûts supplémentaires. A cela s'ajoutait la coïncidence malheureuse avec le vote sur les deux initiatives agricoles. Ce rejet m'a conforté dans l'idée de renforcer mon engagement. Car le problème ne se résout pas tout seul. Il faut agir d'urgence.

Le projet était un compromis important, mais pas parfait.

Fasciné par l'idée d'une monnaie sans contrôle

étatique, j'ai découvert la crypto-monnaie Bitcoin en 2011. Aujourd'hui, le Bitcoin consomme plus d'électricité que toute la Suisse. J'ai rapidement réalisé que cela allait dans la mauvaise direction en termes de bilan environnemental. En cherchant des alternatives techniquement intéressantes, j'ai trouvé la crypto-monnaie IOTA de la fondation du même nom, dont l'empreinte écologique est nettement plus faible. J'ai investi 17 000 francs d'économies dans le financement de la fondation. Lorsque les crypto-monnaies sont finalement arrivées dans le courant dominant en 2017, les jetons IOTA ont pris beaucoup de valeur quasiment du jour au lendemain.

Qu'est-ce qui t'est passé par la tête ?

Au début, j'ai eu peur. Qu'est-ce que je dois faire ? Est-ce que quelqu'un attend quelque chose de moi ? Mais assez rapidement, j'ai pris conscience de ma responsabilité et j'ai voulu faire quelque chose d'utile avec ma chance. Je suis altruiste, faire le bien me rend heureux. Des vacances coûteuses ou un yacht ne me disent rien. Quand je mourrai, j'aimerais que la plus grande partie de ma fortune soit donnée, offerte ou investie dans des projets utiles à la société.

C'est donc ainsi que tu as décidé de participer au financement de l'initiative sur la place financière, qui vise à la rendre durable.

Une grande partie de la fortune mondiale est négociée sur la place financière suisse. C'est là que nous pouvons faire une différence globale. Le levier de changement est énorme. Pour ma part, j'assume ma responsabilité individuelle et j'ai adapté mon mode de vie en conséquence.

Que fais-tu pour ne pas désespérer face aux nombreuses mauvaises nouvelles concernant le climat ?

Ces nouvelles me motivent plutôt. Cela donne au moins une perspective pour laquelle se battre.

LA TRANSPARENCE EN PRATIQUE

Le PS Suisse s'engage depuis des années pour faire la lumière sur le financement de la vie politique. Dans le cadre de l'initiative sur la transparence, il a pu imposer des règles de transparence efficaces pour le financement de la politique au niveau fédéral. Même si ces dispositions n'entreront vraisemblablement en vigueur que l'année prochaine, le PS Suisse publie dès aujourd'hui les dons de plus de 10 000 francs.

L'année dernière, Achim Schwander a fait don de 600 000 francs pour la campagne de votation sur la loi sur le CO₂ et pour l'élaboration des bases de contenu pour le lancement de l'initiative sur la place financière. De tels dons importants constituent la grande exception dans le financement du PS Suisse, qui vit en premier lieu de petits dons. Dans cette interview, Achim Schwander explique pourquoi il soutient le parti avec un montant aussi important. Achim Schwander a étudié le sport et la philosophie et a travaillé chez Swisscom dans le domaine de l'informatique. Aujourd'hui, il s'occupe de ses enfants, cultive des légumes dans son jardin et met en place un atelier avec des amis artistes.

Création du PS queer

En Norvège, ils s'appellent « *Homonettverket* » et en Belgique, ils se nomment « PS en tous genres »; les membres organisé-es de la communauté LGBTQIA+ au sein des structures socialistes. Et en Suisse? Depuis la fin de l'été 2021, nous avons nous aussi un nom que nous portons avec fierté: PS queer.

Cette année, nous nous constituerons en tant qu'organe officiel du PS Suisse. Par cette démarche, le PS se place dans la lignée des partis socialistes qui ont également reconnu l'importance des organisations queer et de leurs contenus pour une réponse globale de gauche.

On peut se demander si un PS queer est encore nécessaire dans



Mia Jenni, secrétaire du PS queer

une société qui a adopté le mariage pour toutes et tous. Notre réponse est claire comme de l'eau de roche: absolument!

En effet, la Suisse se situe en 20^e position sur 49 pays européens en ce qui concerne les droits de la communauté LGBTQIA+. Et n'oublions pas que même cette 20^e place est loin d'être acquise. Il y a à peine quarante ans, nous, les personnes queer, devions encore nous rencontrer dans des bistrot secrets. Notre existence était, au mieux, niée, au pire, menacée. Aujourd'hui, nous bénéficions de plus de droits. Il n'est d'ailleurs pas rare que les forces socialistes aient contribué à ces améliorations sociales et les aient soutenues.

Mais aujourd'hui encore, la triste réalité nous rattrape: les personnes queer sont agressées en pleine rue, les personnes trans sont beaucoup plus souvent au chômage et le taux de suicide est jusqu'à trois fois plus élevé chez les jeunes LGBTQIA+. Cela ne correspond en aucun cas à une société qui est là pour toutes et tous et non pour quelques privilégié-es. Le PS queer se bat pour une bonne vie pour toutes et tous, indépendamment du porte-monnaie, de la couleur de la peau ou du passeport, de l'identité ou de la sexualité.

Tu veux aussi rejoindre le PS queer? Alors écris-nous à psqueer@pssuisse.ch!



Événements de la fondation Anny-Klawa-Morf-Stiftung en avril, mai et juin

Toutes les offres de la Fondation Anny Klawa-Morf sont en principe accessibles à tous et gratuites (à l'exception de la visite guidée avec ZH Kolonial). Le nombre de participants de certains événements est limité. Il est possible de s'inscrire via le site web ou à l'adresse électronique info@anny-klawa-morf.ch. Les événements en allemand sont mentionnés sur le site web. Pour tous les autres événements, publications et dates, vous pouvez consulter: www.anny-klawa-morf.ch

Café européen « Organisation syndicale et représentation politique: les expériences des pays européens »

Jeudi, 28 avril 2022, 18 h 30 à 20 h 00, Espace Dickens, Lausanne.

Qu'est-ce que la perception d'être représenté-es politiquement a à voir avec la hiérarchie de classe de notre société? L'organisation syndicale a-t-elle une influence sur cette perception? Et pourquoi la classe sociale éclipe-t-elle le revenu relatif en tant que critère déterminant pour la perception de la représentation politique? Line Rennwald, chercheuse senior au centre de compétences FORS à Lausanne, traitera de ces questions. Après un exposé introductif, un moment sera consacré aux questions et réponses.

Plus d'informations et inscription: <https://anny-klawa-morf.ch/fr/events/cafe-europeen-liens-entre-organisation-syndicale-et-representation-politique-les-experiences-des-pays-europeens/>

Séminaire « Bases et histoire de la social-démocratie »

Samedi, 28 mai 2022, 9 h 00 à 18 h 30, Salle Jean Jaurès, Maison du peuple, Lausanne.

Dans le cadre d'un séminaire sur une journée, les participant-es apprendront les bases et l'histoire de la social-démocratie et étudieront, en s'appuyant sur des exemples concrets, de quelle manière une politique socialiste peut être concrétisée. Ce séminaire sera animé par Olga Baranova, politologue, secrétaire générale de CH++ et ancienne conseillère municipale en ville de Genève.

Plus d'informations et inscription: <https://anny-klawa-morf.ch/fr/events/seminaire-bases-et-histoire-de-la-social-democratie/>

2 et 3 juillet 2022 Pour la démocratie, la paix et la sécurité en Europe: les réponses socialistes à la guerre en Ukraine

La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine marque un tournant profond et nous concerne toutes et tous. Il est de notre responsabilité de mettre en œuvre tous les moyens pour soutenir l'Ukraine. Comment pouvons-nous agir en tant que pays neutre? Comment nous émanciper des énergies fossiles provenant d'États autoritaires? Quelle peut être notre contribution à une politique de sécurité européenne progressiste? C'est de ces questions et de bien d'autres encore que nous discuterons les 2 et 3 juillet à Bienne, en compagnie d'expert-es politiques et scientifiques, lors de notre conférence « Construire l'avenir ensemble ». Plus d'informations suivront dans les semaines à venir.

ORGANISATION SAFRO



Alors que la Suisse comprend une population afro-descendante parmi les plus importantes d'Europe, les réalités des cultures afropéennes et les discriminations subies par la communauté sont à la fois trop peu connues, trop peu visibilisées et trop peu prises en considération. Ce constat marque un décalage avec la réalité suisse actuelle: discriminations à l'embauche, mal-être, micro-agressions fréquentes, violences policières ou encore sur-sexualisation des femmes afro-descendantes constituent des problématiques propres aux personnes afro-descendantes toujours ancrées dans le paysage helvétique.

Afin de pallier les inégalités de traitement et les discriminations raciales, la lutte portée par l'organisation Safro s'inscrit à plusieurs niveaux et a pour objectif d'apporter des solutions aux problématiques économiques, culturelles et sociales vécues par la communauté afrodescendante. La mission portée par le collectif se résume en trois mots: sensibiliser, rassembler et innover. Plus concrètement, il est question de mettre en œuvre des actions de sensibilisation à l'entière du vécu afro-suisse, de créer des réseaux et des plateformes afin d'ouvrir le dialogue entre les différent-es acteur-rices sociaux, ou encore d'encourager l'entrepreneuriat social et de développer des alternatives socio-économiques adaptées à l'expérience de la communauté.

S'il s'agit d'un aperçu très limité de l'ensemble des réflexions, des actions et des projets engagés par Safro, des informations complètes et détaillées sont disponibles sur le site de l'organisation: www.safro.ch, ou encore sur les pages Facebook (Safro) et Instagram (@safro.ch).

UNE VICTOIRE DANS LA LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ MENSTRUELLE!



5000 francs, c'est le prix à payer pour avoir ses règles! Ce coût non-négligeable assumé par les personnes ayant leurs menstruations pour l'achat des serviettes et des tampons sur l'ensemble de leur vie a été mis en lumière par un postulat «pour des protections hygiéniques en libre accès dans les écoles». Dernièrement porté au Grand conseil valaisan, c'est le 8 mars dernier, à l'occasion de la journée internationale pour les droits des femmes, que le postulat a été accepté par 66 oui contre 49. Le Conseil d'État est maintenant tenu d'étudier la possibilité de mettre sur pied un projet de mise à disposition de protections hygiéniques dans les établissements de formation et d'instruction publics du canton.

Co-signé par la députée socialiste Anne-Laure Secco, le texte vise à garantir à toutes les personnes menstruées l'accès à ces produits d'hygiène de base, mais également à briser le tabou qui entoure les règles encore à l'heure actuelle. Par ce postulat, Anne-Laure Secco et le PS valaisan permettent ainsi d'agir concrètement contre les situations d'exclusion sociale et marquent une avancée significative dans la lutte contre la précarité menstruelle. Ce projet, en offrant une réponse appropriée à des besoins de base qui concernent plus de la moitié de la population, constitue un pas de plus dans la voie d'un avenir plus féministe et solidaire.

GROUPS.SWISS



GROUPS
UN TOIT POUR LES GROUPES

www.groups.swiss



800 hôtels et maisons de vacances en Europe pour groupes et familles, loisirs et cours

Groups AG · Spitzackerstrasse 19 · CH-4410 Liestal · +41 (0)61 926 60 00

LE RÉSULTAT

32 %

C'est le résultat cumulé de l'ensemble de la gauche aux Présidentielles françaises. Ayant obtenu un score honorable de 22 %, Jean-Luc Mélenchon arrive toutefois en 3^{ème} position avec moins de 2 % d'écart par rapport au résultat de Marine Le Pen. À nouveau, et comme il y a cinq ans, Emmanuel Macron et la candidate du Rassemblement national s'affronteront au 2^{ème} tour, laissant les électrices et électeurs de gauche face à la défaite amère d'une gauche qui n'a pas su unir ses forces contre la politique néolibérale de Macron et une extrême droite plus forte que jamais.

LE CHIFFRE

1/4

Un quart des signatures nécessaires a déjà été récolté pour l'initiative sur les crèches, lancée le 8 mars dernier. Le PS Suisse se réjouit de cette récolte prospère, qui est tout d'abord le fruit d'une grande mobilisation, mais qui fait aussi écho au besoin urgent des familles d'obtenir des places en crèche de qualité à prix abordable. De nombreuses journées de récolte de signature sont organisées au niveau local. Pour y participer, il est possible d'obtenir des renseignements sur le site internet de l'initiative (<https://creches-de-qualite.ch/>) sous l'onglet « Événements ».

Le Parti socialiste vit de ses membres et de leur engagement dans nos combats communs. Les discussions et débats que nous menons font notre force et notre capacité à concrétiser politiquement notre engagement. Devenez dès maintenant membre du PS Suisse : www.pssuisse.ch/adherer



6 questions à Paola Rugo Graber

Occupation actuelle : maîtresse d'éducation physique et doctorante à l'Université de Genève; Hobbies : sport, lecture, partager de bons moments dans la nature et entre ami-es.

Présente-toi en quelques mots.

Je m'appelle Paola Rugo Graber, je suis d'origine italienne et mariée à un Suisse allemand... vive mon ouverture d'esprit ! J'ai 53 ans et suis maman de trois enfants adultes (dont des jumeaux comme moi, garçon et fille, quelle chance !). Je travaille comme maîtresse d'éducation physique tout en étant doctorante à l'Université de Genève.

Par ma nature très organisée et investie dans ce que je fais, je réalise des rencontres, des camps, des activités sportives, sociales et en lien avec la nature. J'aime me déplacer en vélo ou en train, voyager, faire du sport et partager de bons moments en famille ou entre ami-es.

Comment te décrirais-tu en trois mots ?

Ouverte d'esprit, créative et auto-disciplinée.

Pourquoi avoir choisi de rejoindre le PS ?

Pour m'engager socialement afin de donner de mon temps pour faire avancer des projets sociaux et des projets liés à l'avenir de la planète, notre mère Terre dont nous sommes uniquement l'hôte.

Quelle est pour toi la priorité politique en Suisse ?

Je trouve nécessaire d'avoir un discours de gauche tout en étant ouverte à écouter les autres points de vue pour problématiser ensemble des solutions politiques concrètes liées aux problèmes en cours. Aussi, je voudrais favoriser la recherche de solutions pour vivre avec un dérangement climatique déjà visible dans nos régions, l'équité hommes-femmes, les solutions de garde au sein même de l'école, une réflexion en profondeur sur les formations, la diminution des inégalités sociales et un salaire minimal pour toutes et tous quel que soit le domaine. Il m'importe d'avoir une vision humaniste et écologique en même temps tout en ayant une économie stable.

Si tu avais une baguette magique, quelle serait ta première action ?

Ma première action, c'est de participer à ce qui se fait déjà par ceux et celles qui sont déjà au PS Suisse depuis bien longtemps. Et avec la patience de voir germer les « graines » plantées par les élu-es sur un long terme que cela soit au niveau social, financier ou écologique. Voir en quoi je peux donner un coup de main ou prendre en main certains projets. Et s'occuper davantage des personnes en marge de notre société.

Quelle est ta vision du PS dans vingt ans ?

Je voudrais plus d'union et d'écoute mais aussi poursuivre les alliances avec les autres forces de gauche afin de mieux articuler cette tension entre vie humaine et vie sur Terre pour hommes et femmes, monde végétal et animal ou encore avec l'eau.

Des places de crèches pour l'égalité



**Signez
dès maintenant**